



Nations Unies

# Conseil de sécurité

## CS/11403

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York  
 Conseil de sécurité  
 7178<sup>e</sup> séance – matin

### **MOYEN-ORIENT: LE SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES POLITIQUES CONFIRME L'IMPASSE**

#### **DANS LAQUELLE SE TROUVE LE PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO-PALESTINIEN**

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a déclaré, ce matin devant le Conseil de sécurité, que les efforts politiques déployés au cours du mois écoulé pour parvenir à une solution négociée de deux États, Israël et la Palestine, sont restés « dans l'impasse ».

Venu faire au Conseil l'exposé mensuel sur la situation au Moyen-Orient, M. Oscar Fernandez-Taranco a expliqué que les discussions en vue de parvenir à un accord sur la mise en œuvre de l'unité interpalestinienne s'étaient poursuivies entre l'Organisation de libération de la Palestine et le Hamas.

« Le 5 mai, le Président Mahmoud Abbas et le dirigeant du Hamas, Khalid Meshaal, se sont rencontrés à Doha. La formation d'un gouvernement national de consensus composé de technocrates demeure un des principaux volets de l'accord », a-t-il précisé.

Tout en continuant d'appuyer cette réconciliation, les Nations Unies notent qu'il est important pour toutes les factions de reconnaître Israël et la non-violence et d'adhérer aux accords précédents. « Si ces conditions sont remplies, nous espérons que la communauté internationale assistera ce gouvernement dans l'élaboration d'un ordre du jour positif pour relever les défis politiques, sécuritaires, économiques et humanitaires, qui se posent, en particulier à Gaza », a ajouté le Sous-Secrétaire général.

En avril dernier, a-t-il par ailleurs observé, la Palestine, après avoir déposé les instruments d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, est devenue partie à plusieurs traités internationaux, dont 5 des 9 principaux traités des droits de l'homme et à un des protocoles substantiels. Elle deviendra partie aux Pactes internationaux relatifs respectivement aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques en juillet prochain.

Sur le plan sécuritaire, les parties se sont abstenues de tout acte provoquant une escalade des violences au cours de cette période « délicate », « en dépit d'une rhétorique inutile de part et d'autre ». Israël, a annoncé M. Fernandez-Taranco, a transféré 463 millions de shekels de taxes douanières à l'Autorité palestinienne, après déduction de 120 millions pour le règlement des factures d'eau et d'électricité.

En Cisjordanie, les Forces de sécurité israéliennes ont mené 219 opérations de fouilles et arrestations au cours du mois écoulé. Au total, 331 Palestiniens ont été arrêtés, 2 autres tués et 146 blessés, notamment lors d'affrontements le long du « mur de séparation ». Huit membres des Forces de sécurité israéliennes ont également été blessés, a signalé le Sous-Secrétaire général.

« L'incident le plus significatif s'est produit, le 15 mai, au cours de manifestations de Palestiniens commémorant le soixante-sixième anniversaire de la 'Naqba', qui avaient dégénéré en affrontements avec les forces israéliennes. Deux adolescents qui jetaient des pierres ont été tués et 23 autres Palestiniens blessés. » « Selon des informations préliminaires particulièrement troublantes, les deux adolescents étaient sans armes et ne posaient pas de menace directe », a déploré M. Fernandez-Taranco, qui a demandé qu'une enquête « indépendante et transparente » soit ouverte par les autorités israéliennes.

En outre, a-t-il poursuivi, les attaques perpétrées par des colons israéliens ont fait quatre blessés parmi les Palestiniens, dont un enfant, et provoqué des dégâts contre des propriétés palestiniennes. Parallèlement, les attaques palestiniennes, qui ont consisté principalement en jets de pierre et de cocktails Molotov, ont fait deux blessés parmi les colons, dont un enfant, et endommagé six véhicules.

Les démolitions de propriétés palestiniennes se sont poursuivies au cours du mois écoulé – 26 structures au total, provoquant le déplacement de 48 Palestiniens. En outre, a noté M. Fernandez-Taranco, les autorités israéliennes ont remis des notices d'expulsions à cinq familles de bédouins et de gardiens de troupeaux palestiniens vivant près de Jéricho.

Le Sous-Secrétaire général a indiqué que les conditions de détention de 125 prisonniers palestiniens étaient également un autre motif de préoccupation.

À Gaza, a-t-il dit, la situation est restée relativement calme, en dépit de trois tirs de roquettes palestiniens en direction d'Israël, « qui n'ont fait ni blessés, ni dégâts ». Lors d'incidents séparés, les forces israéliennes auraient blessé six Palestiniens le long de la frontière.

La situation économique et humanitaire dans la bande de Gaza demeure très préoccupante, avec un taux de chômage de 41% au cours du premier trimestre 2014, soit 10% de plus que l'année précédente à la même époque. En outre, 66% des Gazaouis âgés de 20 à 24 ans étaient sans emploi début 2014, a précisé le Sous-Secrétaire général, en expliquant que le territoire avait un cruel besoin de matériaux de construction pour améliorer des infrastructures déliquescents, notamment son alimentation en eau et sa seule centrale électrique.

« Nous réitérons notre appel pour que des mesures soient prises pour rouvrir complètement les points de passage vers Gaza, notamment à Rafah, et faciliter le commerce légal et les mouvements de personnes », a lancé M. Fernandez-Taranco.

Le Sous-Secrétaire général a par ailleurs signalé l'exécution à Gaza, le 7 mai dernier, de deux Palestiniens accusés de collaborer avec Israël, en l'absence manifeste d'une procédure régulière et de l'approbation du Président Abbas, pourtant requise par la législation palestinienne. « L'ONU exhorte les autorités de facto à imposer immédiatement un moratoire sur les exécutions. »

S'agissant de la situation au Liban, il a réitéré l'appel du Coordonnateur spécial de l'ONU dans ce pays à ce que les parlementaires s'engagent, dans les prochains jours, à désigner un successeur au Président Michel Sleiman, dont le mandat expire le 25 mai prochain. Jusqu'à présent, a noté M. Fernandez-Taranco, quatre sessions parlementaires n'ont pas suffi pour parvenir à un accord à ce sujet.

Sur le plan sécuritaire, des incidents violents ont éclaté dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Le 7 avril, des affrontements violents ont fait huit morts dans celui de Mieh Mieh et, les 9 et 21 avril, d'autres incidents ont fait deux morts dans ceux d'Ein et el Hilweh. Des violences liées au conflit en Syrie voisine ont été signalées le long de la frontière, en particulier dans le secteur d'Arsal.

Au Golan syrien, des affrontements continus se produisent dans la zone de séparation, soulignant une situation sécuritaire déjà précaire. Le 8 mai dernier, des affrontements entre les Forces armées syriennes et les groupes armés de l'opposition ont éclaté près de points de passage, « menaçant le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie », a prévenu M. Fernandez-Taranco.

Avant de conclure, M. Fernandez-Taranco est revenu sur le conflit israélo-palestinien, en rappelant que le mois dernier, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, avait prévenu les membres du Conseil « qu'en l'absence d'un horizon politique crédible, le paradigme d'Oslo risquait de s'effondrer ».

« Nous ne pouvons pourtant pas pousser les deux parties à retourner à la table des négociations sans les paramètres nécessaires en place. La pause actuelle dans les pourparlers est l'occasion pour elles de réfléchir aux

prochaines étapes, en s'appuyant sur l'engagement soutenu des États-Unis au cours des neuf derniers mois », ainsi que sur celui du Secrétaire général de l'ONU.

Pour M. Fernandez-Taranco, « il incombe aux deux parties de s'abstenir de mesures unilatérales qui risquent de compliquer les efforts entrepris pour reprendre les négociations ».

\* \* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**